Les points modifiés par la Loi Macron & la Loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023

- les conseillers ne peuvent entraver le fonctionnement des juridictions.
- le bureau de conciliation s'appelle le BUREAU DE CONCILIATION & D'ORIENTATION
- les conseillers peuvent prendre en compte un référentiel d'indemnité (décret à venir). Ce barème s'impose si les parties le demandent.
- le juge départiteur assiste aux assemblées générales (au moins une fois par an).
- en cas d'interruption de fonctionnement le premier président de la cour d'appel désigne un ou plusieurs juges pour connaître des affaires inscrites au rôle.
- le bureau de jugement comprend 4 conseillers au maximum (auparavant pas de limite maximale).
- le bureau de jugement restreint comprend 2 conseillers.
- le bureau de conciliation et d'orientation peut :
 - entendre chacune des parties séparément et dans la confidentialité.
 - avec l'accord des parties, renvoyer l'affaire devant le bureau de jugement dans sa composition restreinte qui doit statuer dans un **délai de trois mois** (litige sur un licenciement ou demande de résiliation judiciaire).
 - si les parties le demandent ou si la nature du litige le justifie, renvoyer l'affaire devant le **bureau de jugement présidé par le juge départiteur**.
 - statuer en tant que bureau de jugement restreint en l'état des pièces et moyens contradictoirement communiqués en l'absence du défendeur.
 - Le bureau de conciliation et d'orientation assure la mise en état des affaires.
- Le juge départiteur est désigné chaque année par le président du tribunal de grande instance. (juges du TGI sont désignés, notamment en fonction de leurs aptitudes et connaissances particulières).
- Un défenseur syndical exerce des fonctions d'assistance ou de représentation devant les conseils de prud'hommes et les cours d'appel en matière prud'homale. (liste arrêtée par l'autorité administrative sur proposition des organisations d'employeurs et de salariés représentatives).
- Le temps passé par le défenseur syndical hors de l'entreprise pendant les heures de travail pour l'exercice de sa mission est assimilé à une durée de travail effectif. Il est rémunéré par l'employeur qui se fait rembourser par l'Etat des salaires maintenus.
- Le défenseur syndical bénéficie d'autorisations d'absence dans la limite de deux semaines par période de quatre ans. Ces absences sont rémunérées par l'employeur sur les crédits de participation au financement de la formation professionnelle.
- Le défenseur syndical est protégé: l'exercice de sa mission ne peut être une cause de sanction disciplinaire ou de rupture du contrat de travail. Son licenciement ne peut intervenir qu'après autorisation de l'inspecteur du travail.
- Le fait de rompre ou de transférer le contrat de travail d'un salarié inscrit sur la liste arrêtée par l'autorité administrative mentionnée à l'article L. 1453-4, en méconnaissance des dispositions relatives à la procédure d'autorisation administrative est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 €.
- Formation initiale obligatoire de 5 jours par mandat, commune aux conseillers prud'hommes employeurs et salariés, organisée par l'Etat (Tout conseiller prud'homme qui n'a pas satisfait à l'obligation de formation initiale est réputé démissionnaire.)
- une formation continue de 6 semaines par mandat (selon les critères de la formation actuelle).
- L'acceptation par un conseiller prud'homme d'un mandat impératif, avant ou après son entrée en fonction et sous quelque forme que ce soit, constitue un manquement grave à ses devoirs. (Si ce fait est reconnu par les juges chargés de statuer sur la validité des opérations électorales, il entraîne de plein droit l'annulation de l'élection de l'intéressé ainsi que l'interdiction d'exercer les fonctions de conseiller prud'homme pour une durée maximale de dix ans. Si la preuve n'en est rapportée qu'ultérieurement, le fait entraîne la déchéance du mandat de l'intéressé).
- Tout manquement à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions par un conseiller prud'homme est susceptible de constituer une faute disciplinaire.
- En dehors de toute action disciplinaire, les premiers présidents de cour d'appel peuvent rappeler à leurs obligations les conseillers prud'hommes.
- Le pouvoir disciplinaire est exercé par une Commission nationale de discipline qui est présidée par un président de chambre à la Cour de cassation, qui comprend les membres suivants désignés pour trois ans:
 - Un membre du Conseil d'Etat, / - Un magistrat et une magistrate du siège des cours d'appel, / - Un représentant et une représentante des salariés, conseillers prud'hommes ; / - Un représentant et une représentante des employeurs, conseillers prud'hommes. / - Des suppléants en nombre égal sont désignés dans les mêmes conditions.
- La Commission nationale de discipline ne peut délibérer que si quatre de ses membres au moins, y compris le président, sont présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.
- La Commission nationale de discipline peut être saisie par le ministre de la justice ou par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle le conseiller prud'homme siège, après audition de celui-ci par le premier président.
- Les sanctions disciplinaires applicables aux conseillers prud'hommes sont:
 - 1° Le blâme ;
 - 2° La suspension pour une durée ne pouvant excéder six mois ;
 - 3° La déchéance assortie d'une interdiction d'exercer les fonctions de conseiller pour une durée maximale de dix ans;
 - 4° La déchéance assortie d'une interdiction définitive d'exercer les fonctions de conseiller prud'homme.
- Pendant la procédure le conseiller peut faire l'objet d'une suspension.

La Loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice contient plusieurs dispositions relatives aux conseillers prud'hommes visant à favoriser leur recrutement et mieux encadrer leur mandat:

- <> Assouplissement des conditions de candidature aux fonctions prud'homales
- <> Assouplissement des règles de parité en cas de désignation incomplète,
- <> Relèvement d'incapacité pour les conseillers qui n'ont pas suivi la formation initiale
- <> Encadrement du mandat des conseillers : - un salarié ou employeur ne pourra pas être candidat dans un conseil de prud'hommes où il a déjà exercé **cinq mandats** (art. 31, 1° de la loi ; C. trav., art. L. 1441-9, modifié) ; - **le mandat d'un conseiller prud'hommes prendra fin de plein droit à la fin de l'année civile au cours de laquelle il aura atteint l'âge de 75 ans** (art. 31, 2° de la loi ; C. trav., art. L.1442-3, modifié).
- <> Renforcement de la responsabilité des conseillers : Déclaration d'intérêts. L'article 30 de la loi prévoit que les conseillers prud'hommes seront tenus de déposer, dans les six mois suivant l'installation dans leurs fonctions, une déclaration exhaustive, exacte et sincère de leurs intérêts (C. trav., art. L. 1421-3, nouveau).